



Gabriel Attal en visite hier à l'association Marseille Proximité dans le 15^e arrondissement de Marseille. PHOTO M.G.

Les derniers éléments de l'enquête

L'assassin de Samuel Paty et un djihadiste russophone en Syrie, dont l'identité n'a pas été établie à ce stade ont été en contact, a expliqué à l'AFP une source proche du dossier. Selon *Le Parisien*, la personne en relation avec le meurtrier, localisée grâce à son adresse IP, serait basée à Idleb, dernier grand bastion djihadiste et rebelle dans le Nord-Ouest du pays. Abdoullakh Anzorov, réfugié d'origine russe tchéchène, avait envoyé, sur les réseaux sociaux, un message audio en russe hésitant après avoir posté la photo du professeur décapité. Dans ce message ponctué d'épithètes coraniques, l'assaillant explique avoir « *vengé le prophète* », en reprochant à Samuel Paty de l'avoir « *montré de manière insultante* ».

Ce message a été relayé dans une vidéo diffusée sur Instagram, notamment. Il était accompagné des deux tweets du meurtrier (dont l'un était la photo de la victime) dans lesquels il reconnaissait avoir tué Samuel Paty. Il contient aussi deux mots en russe faisant référence à l'organisation État islamique, selon une traduction de l'AFP. **AFP**

Blanquer lance le Grenelle de l'éducation

Le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer, a lancé jeudi le Grenelle de l'éducation à Paris qui, durant trois mois, va « réfléchir aux modernisations de l'Éducation nationale », à travers divers ateliers et la participation de personnalités de la société civile.

C'est un moment très important pour la maison *Éducation nationale*», a expliqué à la presse le ministre. Ce Grenelle, « *préparé depuis plusieurs mois* » vise à « *améliorer non seulement la rémunération des professeurs* » mais aussi l'ensemble de leurs conditions de travail.

Tout cela doit « *aboutir, d'ici février, à des propositions très concrètes* », a-t-il ajouté. Cette réflexion doit se nourrir « *de toutes les expertises, de tous les regards et de toutes les contributions des parties prenantes de l'école et de notre pays* », a détaillé le ministre.

Après plusieurs mois de préparation, notamment avec les syndicats, le Grenelle va travailler en ateliers, « *avec des personnalités de la société civile, telles que Daniel Pénac ou Marcel Rufo* », a poursuivi le ministre. Le but ? « *Réfléchir aux modernisations de l'Éducation nationale, pas seulement à l'amélioration de la rémunération, mais*



Le ministre de l'Éducation nationale. PHOTO AFP

aux différents aspects de reconnaissance, les différents parcours personnels et enjeux de carrière, de santé, et de sécurité, renforcés par le drame que nous venons de traverser », a-t-il dit, en référence à l'assassinat sauvage de Samuel Paty.

« *Bref, c'est une mise à plat complète de notre manière de gérer les ressources humaines à l'Éducation nationale, pour le faire beaucoup mieux, pour qu'il y ait du bien-être professionnel* », selon Jean-Michel Blanquer.

Sur le volet financier, le ministre a rappelé avoir « *déjà fait un premier pas en définissant une augmentation importante de notre budget 2021. Nous avons ajouté 400 millions, ce qui fait près de deux milliards d'augmentation du budget pour 2021, qui vont nous permettre*

d'avoir une sensible amélioration, notamment la première année et particulièrement au bénéfice des plus jeunes », a-t-il redit.

« *Nous discutons encore des conditions de cette augmentation avec les organisations syndicales mais l'objectif est d'avoir une vision pluriannuelle du sujet* » et qu'« *au cours des prochaines années, ce rattrapage de la rémunération, allant de pair avec d'autres éléments positifs dans le domaine de la santé, par exemple, permette aux enseignants d'avoir un plein épanouissement professionnel* », a assuré le ministre.

« *Le seul montant annoncé pour l'instant est celui de 400 millions au budget 2021... pour 860 000 enseignants* », a réagi la FSU. **Avec AFP**

« Il n'y a plus de trajectoire type des djihadistes »



ENTRETIEN

Politologue et sociologue, Vincent Geisser est chercheur à l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (CNRS/AMU), spécialiste de l'islam de France.

La Marseillaise : Observera-t-on un avant et un après ?

Vincent Geisser : Cet attentat revêt une émotion particulière du fait qu'il touche le symbole de l'école dans un pays où, à juste titre, l'école publique est centrale dans la mythologie

nationale. Mais chaque attentat a sa propre césure temporelle, qui ne fait que se reproduire. En revanche, il y a un avant et un après sur les mesures sécuritaires qui vont être prises.

Que pensez-vous des premières annonces qui ont été faites par le gouvernement ?

V.G. : Ce que je constate, c'est que les mesures répressives annoncées ne frapperont pas nécessairement les bonnes cibles. Le risque, c'est que l'on disperse l'action. Si on voit des terroristes partout, c'est qu'on n'en voit nulle part. Pour l'en commun, c'est important de bien désigner les cibles, de ne pas créer de boucs émissaires et de bien désigner d'où vient le mal. Il faut éviter la perspective victimaire, comme quoi le terrorisme serait un produit d'une discrimination des musulmans dans la société, ou d'un ressenti concernant la politique internationale de la France. Même s'il faut traiter les discriminations sociales et les fractures territoriales, ce n'est pas pour autant pour ces raisons qu'un jeune issu des quartiers populaires bascule dans le terrorisme.

Quelles sont les trajectoires des candidats au terrorisme ?

V.G. : Dans la réalité, on observe des trajectoires multiples. Certains terroristes ont eu un parcours religieux, d'autres sont devenus musulmans en quelques semaines. Il n'y a pas de profil type et c'est ce qui rend la lutte contre le terrorisme très difficile. Pour ma part, je serais partisan de l'hypothèse d'Olivier Roy, selon laquelle on assisterait à l'islamisation d'une radicalité. Aujourd'hui, le registre récurrent dominant pour l'expression de cette radicalité, qui fait écho à l'échelle nationale et internationale, c'est l'islam radical. Aujourd'hui, on retrouve des jeunes qui n'ont pas nécessairement de contact avec l'islamisme radical au départ, ni avec les milieux et lieux de culte musulmans classiques.

Quel rôle joue le communautarisme ?

V.G. : Le communautarisme renvoie fondamentalement à une forme d'individualisme dans le contexte néolibéral. Il n'est pas un problème de radicalisation de la violence, mais renonce à lutter dans l'en commun pour réussir dans la société. Par exemple, plutôt que de lutter contre le racisme dans une association universaliste, on crée une association pour lutter contre l'islamophobie. Chacun développe sa start-up communautaire. Ce n'est pas un signe de rupture ou de sépa-

ratisme, mais un signe de compétition dans la société. Quelque part, Emmanuel Macron favorise par sa politique de fracture sociale et économique des formes de séparatisme, qui fait que des parents qui ont envie que leurs enfants réussissent ne les inscrivent plus dans les écoles de Marseille car il pleut dans les classes, mais dans une école communautaire.

Que pensez-vous du discrédit porté sur la lutte contre l'islamophobie, renvoyée par certains au concept d'islamo-gauchisme ?

V.G. : Le terme d'islamo-gauchisme ne veut déjà rien dire, car la plupart ne sont ni gauchistes ni islamistes. D'Esther Benbassa, aux journalistes de Mediapart jusqu'à Jean-Luc Mélenchon, il existe effectivement un discrédit, un amalgame qui crée des catégories très rigides et péjoratives, qui cassent le débat. On peut très bien ne rien céder sur la condamnation du terrorisme islamiste et admettre la réalité d'une discrimination des musulmans. Quand il existe des crises nationales, les gens qui jouent le rôle de passerelles ou qui tentent le dialogue sont délégitimés. À force de redouter cette communauté musulmane, on finit par la créer.

Entretien réalisé par Benjamin Grinda